

Convention Intercommunale d'Attribution – Communauté d'Agglomération de la Provence Verte



## Convention Intercommunale d'Attribution (CIA)

---

### Communauté d'Agglomération de la Provence Verte

## Sommaire

<b>Sommaire .....</b>	<b>2</b>
<b><i>PREAMBULE CADRE ET CONTENU DE LA CIA .....</i></b>	<b>3</b>
<b><i>LES OBJECTIFS QUANTIFIES ET TERRITORIALISES PAR BAILLEUR ET RESERVATAIRE ...</i></b>	<b>5</b>
<b>Engagements en faveur des demandeurs du 1er quartile .....</b>	<b>5</b>
<b>Engagement en faveur des publics prioritaires .....</b>	<b>7</b>
<b>Engagements en faveur des ménages en demande de mutation .....</b>	<b>7</b>
<b>Les autres engagements .....</b>	<b>9</b>
<b><i>GOVERNANCE, INSTANCES DE PILOTAGE ET ARTICULATION DES DISPOSITIFS .....</i></b>	<b>10</b>
<b>La Conférence Intercommunale du Logement, instance de pilotage de la politique d'attribution .....</b>	<b>11</b>
<b>La commission de coordination de la CIA .....</b>	<b>13</b>
<b>La commission de coordination de la CIA endosse l'examen des ménages en difficulté...14</b>	
<b>CALEOL : responsables au final de la décision d'attribution .....</b>	<b>15</b>
<b><i>MESURES POUR FAVORISER L'ATTEINTE DES OBJECTIFS .....</i></b>	<b>16</b>
<b>Porter une attention renforcée au repérage des ménages en amont des attributions .....</b>	<b>16</b>
<b>Assurer une bonne circulation de l'information entre les partenaires (cf. Gestion partagée PPGDID) .....</b>	<b>16</b>
<b><i>OBSERVATION ET EVALUATION .....</i></b>	<b>18</b>
<b>Mobiliser les sources statistiques pour alimenter les différentes instances .....</b>	<b>18</b>
<b>Développer de nouvelles pistes d'actions .....</b>	<b>18</b>
<b><i>ACTIONS A METTRE EN ŒUVRE .....</i></b>	<b>19</b>
<b><i>DUREE DE LA CONVENTION INTERCOMMUNALE D'ATTRIBUTION .....</i></b>	<b>21</b>
<b><i>SIGNATURE DE LA CONVENTION INTERCOMMUNALE D'ATTRIBUTION .....</i></b>	<b>22</b>

## Préambule

# Cadre et contenu de la CIA

La Convention Intercommunale d'Attribution (CIA) est établie sur la même base réglementaire que celle décrite dans le document cadre. Le contenu de la CIA est, tout comme le document cadre, issu d'un diagnostic territorial et d'un travail partenarial mené avec les partenaires et les élus de la CA Provence Verte.

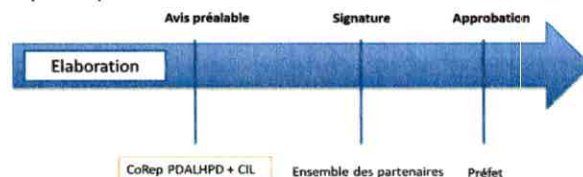
La mise en œuvre des orientations approuvées dans le document cadre, fait l'objet d'une Convention Intercommunale d'Attribution, signée entre la CA Provence Verte, les bailleurs sociaux possédant du patrimoine sur le territoire et les titulaires de droit de réservation.

Elle définit, en tenant compte (par secteur géographique) des capacités d'accueil et des conditions d'occupation des immeubles :

- Pour chaque bailleur social :
  - Un engagement annuel quantifié et territorialisé d'attribution à des ménages à bas revenus hors QPV ;
  - Un engagement annuel quantifié et territorialisé d'attribution de logements aux personnes bénéficiant d'une décision favorable au titre du DALO, du PDALHPD et aux personnes prioritaires en application de l'article L. 441-1 du CCH, ainsi que les modalités de relogement et d'accompagnement social nécessaires à la mise en œuvre de cet engagement ;
  - Un engagement portant sur les actions à mettre en œuvre dans son domaine de compétences pour atteindre les objectifs d'équilibre territorial ;
- Pour les autres signataires : les engagements relatifs à leur contribution à la réalisation des différents engagements précités ;
- Les modalités de relogement et d'accompagnement social des personnes relogées dans le cadre des opérations de lutte contre l'habitat indigne et des opérations du renouvellement urbain ;
- Les conditions dans lesquelles les réservataires et les bailleurs sociaux procèdent à la désignation des candidats et les modalités de coopérations entre les bailleurs sociaux et les titulaires de droits de réservation.

Le respect des orientations fixées précédemment dans le document cadre se veut progressif et s'inscrit dans une démarche de travail partenariale et partagée. Certaines des orientations retenues font l'objet d'objectifs quantitatifs que la CIA doit décliner par bailleurs.

Après son élaboration, la CIA est soumise à l'avis du Comité responsable du Plan Départemental d'Aide au Logement et à l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) et de la Conférence Intercommunale du Logement (CIL). Le document doit ensuite être signé par l'ensemble des partenaires et approuvé par le préfet.



Après les différentes étapes de validation, la première année suivant la signature constituera une année « test ». Elle permettra d'évaluer les objectifs fixés, les moyens mis en œuvre et les outils et

Convention Intercommunale d'Attribution – Communauté d'Agglomération de la Provence Verte

leviers à développer, ainsi que les points de blocage que pourraient rencontrer certains acteurs dans l'atteinte de ces objectifs.

La Convention Intercommunale d'Attribution est donc conçue comme une feuille de route partenariale, permettant d'affiner les stratégies de peuplement au fur et à mesure que les acteurs acquièrent et partagent une meilleure connaissance de la situation actuelle et des leviers possibles conformément à l'ambition partagée d'une « montée en compétence collective ».

## Les objectifs quantifiés et territorialisés par bailleur et réservataire

L'ensemble des signataires s'engage dans l'atteinte de ces objectifs, listés dans l'article L.41-1-6 du CCH :

- Pour chaque bailleur social ayant des logements sur le territoire concerné, un engagement annuel quantifié et territorialisé d'attribution de logements à des ménages à bas revenus hors QPV,
- Pour chaque bailleur social, un engagement annuel quantifié et territorialisé d'attribution de logements aux personnes bénéficiaires du DALO, du PDALHPD et à des personnes répondant aux critères de priorité, ainsi que les modalités de relogement et d'accompagnement social nécessaires à sa mise en œuvre,
- Pour chaque bailleur, un engagement portant sur les actions à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs d'équilibre territoriaux. Pour les autres signataires, les engagements relatifs à leur contribution à la réalisation des différents objectifs.

Le respect de ces engagements fera l'objet d'une évaluation annuelle présentée en Conférence Intercommunale du Logement.

### Engagements en faveur des demandeurs du 1er quartile

Le tableau ci-dessous reprend les objectifs à remplir en termes d'attributions (suivies de baux signés) de logements locatifs sociaux situés en dehors des Quartiers prioritaires de la Politique de la Ville (QPV) en faveur des demandeurs suivants :

- ménages relevant du 1er quartile,
- ménages relogés dans le cadre d'une opération de renouvellement urbain
- ménages relogés dans le cadre d'une opération de lutte contre l'habitat indigne.

Etat	Collectivités	Action Logement	Bailleurs	Autre	Total
100%	25%	25%	25%	25%	42,5%



Convention Intercommunale d'Attribution – Communauté d'Agglomération de la Provence Verte

*	RAPPEL DES OBJECTIFS D'ATTRIBUTION ISSUS DE LA LOI EGALITE ET CITOYENNETE	
	Attributions selon le quartile en QPV	Attributions selon le quartile hors QPV
Pour les Bailleurs sociaux	<p><i>50% maximum des attributions devront être consacrées à des ménages issus du 1<sup>er</sup> quartile</i></p> <p><i>50% minimum des attributions devront être consacrées à des ménages issus des 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> quartiles de la demande</i></p>	<p><i>25% minimum des attributions annuelles (suivies de baux signés) devront être consacrées à des ménages issus du 1<sup>er</sup> quartile et/ou à des personnes relogées dans le cadre d'une opération de renouvellement urbain et/ou à des ménages relogés dans le cadre d'une opération de lutte contre l'habitat indigne.</i></p> <p><i>75% maximum des attributions devront être consacrées à des ménages issus des 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> quartiles de la demande</i></p>
Pour les réservataires	<p><i>25% des attributions prononcées sur le contingent de chaque réservataire doivent l'être en faveur de ménages prioritaires (Cf. Infra)</i></p>	

\* Il est à noter que sur le territoire de la Provence Verte, la part d'attributions constatée en QPV à des ménages des 2<sup>ème</sup>, 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> quartile est de 70% en 2022. Les partenaires respectent ainsi les objectifs de la loi (soit un minimum de 50% des attributions annuelles en QPV).

## Engagement en faveur des publics prioritaires

Ces engagements concernent des objectifs annuels d'attribution aux personnes bénéficiant d'une décision favorable de la commission de médiation – le public du DALO – (Art. L441-2-3), aux personnes reconnues comme relevant du PDALHPD et plus globalement aux personnes relevant d'une catégorie de personnes prioritaires (listées à l'Art.L441-1 du CCH).

**La Communauté d'Agglomération de la Provence Verte et ses partenaires s'engagent à respecter les objectifs en termes d'accueil des publics prioritaires tel que définis par la Loi Egalité et Citoyenneté en réservant aux ménages prioritaires 25% des attributions réalisées sur leurs contingents propres (par les partenaires réservataires et les bailleurs sociaux).**

Il appartient à chacun des bailleurs, en lien avec les réservataires, d'identifier dans les outils à leur disposition, comme le SNE, les demandes de logement relevant des publics prioritaires (personnes bénéficiant d'une décision favorable à la commission de médiation DALO, ménages labélisés au titre du PDALHPD, ...).

Le système de cotation défini sur la **CA PROVENCE VERTE** permettra de faciliter l'identification de ces situations. Pour rappel, la cotation est un outil d'aide à la décision et n'obère pas le travail qualitatif que l'ensemble des partenaires réalise pour le positionnement des candidats. (Cf. document du Plan Partenarial de Gestion et d'Information du Demandeur – PPGDID).

## Engagements en faveur des ménages en demande de mutation

**Les demandes de mutation sont déjà prises en compte sur le territoire de la Provence Verte. En 2020, ces dernières représentent 23% des demandes de logements sociaux et 18% des attributions.**

La pression de la demande est légèrement plus élevée pour les ménages en demande de mutation dans le parc social que pour les demandeurs souhaitant accéder au parc social (13,7 demandes pour une attribution pour les mutations contre 10,4 hors mutation). Parallèlement, on observe qu'en 2022, 32% des demandes de mutation le sont pour des motifs jugés prioritaires<sup>1</sup>, ce qui représente une pression deux fois plus forte que la moyenne du territoire avec 131 demandes de mutation pour motif prioritaire pour 6 attributions (soit 21,8 demandes pour une attribution).

Aucun objectif chiffré n'a été arrêté concernant les demandes de mutation qui figurent déjà parmi les priorités des bailleurs sociaux. **Il a été convenu d'accroître la vigilance sur ces demandes de mutation afin de garantir un parcours résidentiel positif.** Ceci afin de créer de la rotation sur le parc et ainsi augmenter les possibilités de réponses apportées aux demandeurs.

Un effort particulier de prise en compte des mutations pourra être réalisé pour certains profils de demandeurs prioritaires : les personnes âgées ayant besoin d'un logement adapté, les jeunes actifs vers des typologies un peu plus grandes (ex. T3 pour un couple) lorsque leurs revenus le leur permettent. **Afin d'augmenter la prise en compte des demandes de mutation, ce critère a été retenu dans le système de cotation.**

<sup>1</sup> Dans le Système National d'Enregistrement des demandes de logements sociaux, les motifs jugés prioritaires sont les suivants : logement insalubre, non décent ou repris, sans logement propre, violences familiales, handicap.

## **Elaboration d'une charte intercommunale de bonnes pratiques des bailleurs pour la présentation et le traitement des dossiers en COMMISSION D'ATTRIBUTION DES LOGEMENTS et d'EXAMEN D'OCCUPATION DES LOGEMENTS (CALEOL)**

La Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et de la Solidarité (DDETS) suggère la mise en place de ce dispositif pour fluidifier et harmoniser la procédure.

Sur le territoire de la CA PROVENCE VERTE, 9 organismes HLM ou SEM possèdent du patrimoine. Les pratiques des services de gestion locative pour préparer les commissions d'attribution même si elles sont très encadrées par les textes, peuvent varier d'un bailleur à l'autre ce qui est de nature à compliquer la tâche des réservataires lors de la réalisation des propositions et à complexifier la compréhension du système par les usagers.

**Objectifs :** mettre en place un travail d'harmonisation des pratiques entre bailleurs sociaux est souhaitable pour remédier aux difficultés, garantir l'égalité de traitement, et préparer le Plan Partenarial de Gestion de la Demande d'Information du Demandeur. Il s'agira de partager et d'identifier des modes opératoires communs pour la préparation et le déroulement des CALEOL, les évolutions des pratiques d'attribution liées aux différentes réformes en cours, de faire émerger les harmonisations nécessaires dans le cadre de la CIA et celles souhaitables à terme (exemple calcul du reste à vivre).

La Direction Habitat de l'Agglomération Provence Verte est désignée comme pilote afin de mettre en œuvre la création d'un groupe de travail composé des bailleurs sociaux, de la CA Provence Verte et des réservataires, dans le but de déterminer les pistes d'harmonisation souhaitables concernant :

- Les modalités de traitement de la demande et les procédures d'instruction ;
- Le fonctionnement des CALEOL ;
- Les mesures en faveur de l'information du demandeur.

Indicateurs de résultat : Signature de la charte intercommunale des bonnes pratiques bailleurs.



## Les autres engagements

En parallèle, les partenaires souhaitent s'engager sur :

- L'importance du maintien : développement de l'accompagnement social adapté pour les ménages en difficultés au moment de l'attribution. Pour ces derniers, cet accompagnement devra être poursuivi dans la durée et des échanges d'information devront être prévus entre les acteurs sociaux.
- L'importance d'une meilleure qualification de la demande pour rendre plus efficace le processus d'attribution.
- L'importance de bien renseigner les ressources dans le SNE et d'apporter les pièces justificatives le plus tôt possible.
- L'importance d'un suivi régulier de l'atteinte des objectifs pour identifier des difficultés particulières. A cet égard, certains bailleurs et réservataires, qui n'avaient pas, jusqu'à présent, les objectifs chiffrés en tête lors du choix des candidats à proposer, auront besoin d'informations régulières sur l'atteinte des objectifs pour adapter leurs processus de recherche de candidats.

Les populations principalement concernées par les difficultés d'accès au logement sont :

- Les personnes seules (en lien avec la pénurie de petits logements) : 16 demandes pour 1 attribution ;
- Les ménages âgés de 65 ans et plus : 20 demandes pour 1 attribution ;
- Les jeunes ménages de moins de 30 ans : 10,6 demandes pour 1 attribution ;
- Les demandeurs d'emplois : 14 demandes pour 1 attribution

La CA Provence Verte accorde de la considération aux travailleurs locaux essentiels notamment ceux qui exercent des métiers en lien avec la santé, la sécurité, la défense nationale. Ils seront valorisés dans la cotation. Les travailleurs essentiels seront précisés par la suite.

## Gouvernance, instances de pilotage et articulation des dispositifs

Compte tenu de la forte tension du marché locatif social et le profil des locataires et des demandeurs du parc social, les partenaires de la **CA Provence Verte** ont développé une organisation adaptée à ces réalités. Le diagnostic a montré que le fonctionnement actuel du processus des attributions permet un niveau de réponse satisfaisant de l'ensemble des catégories de demandeurs.

**Les partenaires ont proposé, afin d'éviter la multiplication des instances, un schéma d'organisation simplifié des instances de suivi et de pilotage (cf. schéma ci-après).**

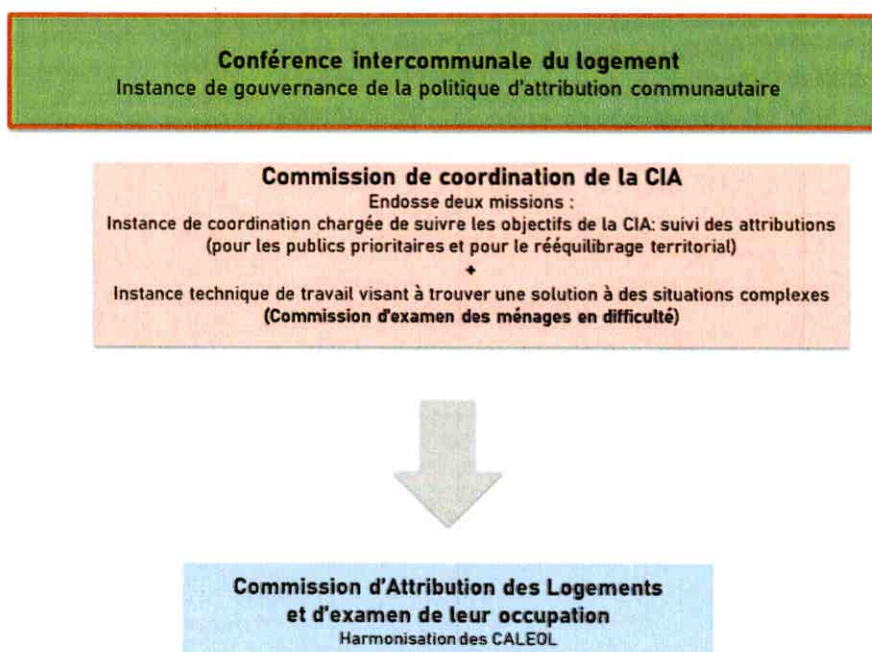
Ainsi, la Commission de coordination de la CIA est fusionnée avec la Commission d'examen des ménages en difficulté. L'instance de coordination endosse deux missions, la première consistant à faire le suivi de l'activité renvoyé à la CIL. La seconde consiste à traiter les situations individuelles en commission d'examen des ménages.

**La CA Provence Verte assurera un rôle principal de pilotage et d'animation des instances partenariales mobilisées dans le suivi et l'évaluation des orientations fixées dans la CIA.**

Par ailleurs, il est important de rappeler le rôle primordial que jouent les communes, via leur CCAS et les autres acteurs de terrain dans la remontée d'informations et la recherche de solutions. La CIA mais également le PPGDID souhaitent s'appuyer sur cette expertise.

Ainsi, cette compétence suppose :

- De mobiliser l'ensemble des acteurs du champ de l'habitat pour une lecture partagée des enjeux et une co-construction des solutions applicables sur le territoire intercommunal et de s'appuyer sur l'organisation partenariale décrite ci-après ;
- De produire des éléments de connaissance et de suivi de l'offre, de la demande, des attributions, à l'échelle intercommunale, communale et par quartier.



## **La Conférence Intercommunale du Logement, instance de pilotage de la politique d'attribution**

En tant qu'instance de gouvernance de la politique d'attribution communautaire, la Conférence Intercommunale du Logement (CIL) est chargée d'élaborer les orientations stratégiques en matière d'attribution et de mutation dans le parc social de l'agglomération.

Co-présidée par le Président de CA Provence Verte et le Préfet, la Conférence Intercommunale du Logement est composée de trois collèges :

- Un premier collège réunissant les représentants des collectivités territoriales comprenant :
  - Monsieur le Président du Conseil Départemental, ou son représentant,
  - Monsieur le Maire de Brignoles ou son représentant ;
  - Monsieur le Maire de Bras ou son représentant ;
  - Monsieur le Maire de Camps-la-Source ou son représentant ;
  - Monsieur le Maire de Carcès ou son représentant ;
  - Monsieur le Maire de La Celle ou son représentant ;
  - Monsieur le Maire de La Châteaufort ou son représentant ;
  - Madame le Maire de Correns ou son représentant ;
  - Monsieur le Maire de Cotignac ou son représentant ;
  - Monsieur le Maire d'Entrecasteaux ou son représentant ;
  - Monsieur le Maire de Forcalqueiret ou son représentant ;
  - Monsieur le Maire de Garéoult ou son représentant ;
  - Madame le Maire de Correns ou son représentant ;
  - Monsieur le Maire de Méounes-lès-Montrieux ou son représentant ;
  - Monsieur le Maire de Montfort-sur-Argens ou son représentant ;
  - Monsieur le Maire de Nans-les-Pins ou son représentant ;
  - Monsieur le Maire de Néoules ou son représentant ;
  - Monsieur le Maire de Ollières ou son représentant ;
  - Madame le Maire de Plan-d'Aups-Sainte-Baume ou son représentant ;
  - Monsieur le Maire de Pourcieux ou son représentant ;
  - Monsieur le Maire de Pourrières ou son représentant ;
  - Monsieur le Maire de Rocbaron ou son représentant ;
  - Monsieur le Maire de La Roquebrussanne ou son représentant ;
  - Monsieur le Maire de Rougiers ou son représentant ;
  - Monsieur le Maire de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume ou son représentant ;
  - Monsieur le Maire de Sainte-Anastasie-sur-Issole ou son représentant ;
  - Monsieur le Maire de Tourves ou son représentant ;
  - Monsieur le Maire du Val ou son représentant ;
  - Monsieur le Maire de Vins-sur-Caramy ou son représentant.



Convention Intercommunale d'Attribution – Communauté d'Agglomération de la Provence Verte

- Un deuxième collège réunissant des professionnels du secteur locatif social, comprenant :
  - Monsieur le Président de AR HLM PACA ou son représentant ;
  - Monsieur le Président de l'OPH VAR HABITAT ou son représentant ;
  - Monsieur le Président de la SA LOGIS FAMILIAL VAROIS ou son représentant ;
  - Madame la Présidente d'Unicil Groupe Action Logement ou son représentant ;
  - Monsieur le Président de SFHE Arcade ou son représentant ;
  - Monsieur le Président de Logirem ou son représentant ;
  - Monsieur le Président de la SA ERILIA ou son représentant ;
  - Monsieur le Président de Toulon Habitat Méditerranée ou son représentant ;
  - Monsieur le Président d'Action Logement ou son représentant.
- Un troisième collège réunissant les représentants des usagers ou des associations auprès des personnes défavorisées ou locataires, comprenant :
  - Monsieur le Président de l'association HANDITOIT PROVENCE ou son représentant ;
  - Monsieur le Président de la Fondation Abbé Pierre ou son représentant ;
  - Monsieur le Président de l'ADIL du Var ou son représentant ;
  - Monsieur le délégué du Secours Catholique dans le Var ou son représentant ;
  - Monsieur le délégué des Petits frères des Pauvres à Brignoles ;
  - Monsieur le Président de Provence Verte Solidarité ;
  - Madame la Présidente de La Maison des initiatives sociales de Brignoles ;
  - Monsieur le Directeur du SIAO-115 Var association Comité Commun membre d'Itinova ou son représentant.

La CIL se réunit au moins une fois par an sous sa forme plénière et sous une forme resserrée. Dans la période de mise en place des différentes instances, il peut être opportun de réunir les membres de la CIL plus régulièrement.

La CIL assure le suivi :

- De la mise en œuvre de la Convention Intercommunale d'Attribution (CIA);
- De la mise en œuvre du Plan Partenarial de Gestion de la Demande et d'Information des Demandeurs (PPGDID) ;

Cette instance pourra également faire le lien avec les actions prévues dans le cadre du Programme Local de l'Habitat (PLH) dans la mesure où les problématiques sont très imbriquées.

Le règlement intérieur, adopté lors de la séance plénière de la CIL du 13 décembre 2022 précise les modalités de fonctionnement de la CIL.



## La commission de coordination de la CIA

La loi Egalité et Citoyenneté prévoit la création d'une commission de coordination, présidée par le président de la CA Provence Verte.

**Cette commission de suivi et d'évaluation émanant de la CIL est créée sous le pilotage de la CA Provence Verte. Cette instance aura vocation à :**

- Evaluer l'atteinte des objectifs concernant les attributions aux ménages prioritaires et le rééquilibrage territorial ainsi que les freins et opportunités qui ont influencé ces résultats ;
- Assurer le suivi des objectifs fixés par bailleur et réservataire : respect des engagements, examen des bilans d'attribution fournis par les bailleurs, ...
- Procéder à l'analyse des attributions sur les QPV, évaluer l'atteinte des objectifs fixés dans la CIA et le document cadre, identifier les points de blocage ;
- Suivre les objectifs de relogements dans le cadre des opérations NPNRU et le PILHI ;
- Mettre en évidence des difficultés particulières d'application des objectifs ;
- Faire remonter des situations insuffisamment prises en compte, soit dans la définition partagée des ménages prioritaires, soit dans la gouvernance, et contribuer en ce sens à l'évaluation globale du dispositif et aux ajustements auxquels il serait nécessaire de procéder ;
- Préconiser des mesures éventuelles à prendre pour faire vivre et améliorer le dispositif ;
- Préparer le rendu en Conférence Intercommunale du Logement.

La commission de coordination se réunit 2 à 3 fois par an sous pilotage de la CA Provence Verte. Ce rythme peut varier en fonction de l'évolution et de l'appropriation du dispositif.

Ses membres rassemblent : les représentants de la CA Provence Verte, le représentant de l'Etat, les maires des communes membres et leurs CCAS, les représentants de chaque bailleur social, réservataires, partenaires sociaux, associations. Cette commission pourra fonctionner si nécessaire avec un partenariat élargi et adaptable aux situations rencontrées (membres invités selon la situation...).

Les membres sont des personnes en capacité de construire le diagnostic partagé sur les situations et qui contribuent à apporter des solutions (aussi bien au niveau technique) de gestion locative chez les bailleurs, les CCAS dans les communes qui accompagnent les locataires, des élus pour porter une vision du fonctionnement local.

**Cette commission n'a pas vocation à émettre des avis quant à l'opportunité d'attribuer un logement dans le parc social situé sur le territoire concerné et ne se substituera donc pas aux décisions des CALEOL pour l'attribution d'un logement. En revanche, elle pourra émettre des remarques sur le bilan des attributions réalisées pendant la période précédente au regard des orientations et objectifs de la politique communautaire d'attribution. A cette fin, les bailleurs devront transmettre en amont les éléments nécessaires à l'analyse du bilan des attributions.**

Convention Intercommunale d'Attribution – Communauté d'Agglomération de la Provence Verte

## **La commission de coordination de la CIA endosse l'examen des ménages en difficulté**

La CA Provence Verte a élargi les fonctions de la commission de coordination pour qu'elle étudie également les « cas complexes » afin de ne pas multiplier les instances. Les situations complexes seront abordées au sein de cette commission dans le respect des règles éthiques et déontologiques qui s'imposent. Un travail collégial et partenarial sera engagé pour parvenir au déblocage de ces cas difficiles. Des mesures d'accompagnement spécifiques, la mobilisation de solutions alternatives au parc social et la recherche de mise en œuvre d'aides financières pourront être préconisées. Chaque signataire de la présente charte s'oblige à participer activement à la résolution de ces cas complexes.

Il est proposé d'adopter ce fonctionnement pour certaines attributions lorsqu'elles concernent :

- Les délais anormalement longs : 10 ans d'attente sans proposition de logement (rang 1) ;
- Les ressortissants de 3 CALEOL sans propositions (Poulidors) ;
- Les situations de FSL récurrent ;
- Les besoins spécifiques liés au LLS (logements adaptés, typologie...) ;
- Les mutations difficiles qui nécessitent l'intervention de l'inter-bailleur ;

**L'idée est de cibler les ménages qui sont en difficulté sociales et économiques en plus des publics DALO, PDALHPD et prioritaires au titre de l'article L.441-1 du CCH.**

Afin de concilier réactivité, souplesse et simplicité, un fonctionnement dématérialisé des membres de la commission de coordination pourra être envisagé, en complément des réunions programmées de la commission de coordination.

## **CALEOL : responsables au final de la décision d'attribution**

L'attribution des logements se décide de manière collégiale au sein de la Commission d'Attribution de Logements et d'Examen de l'Occupation de Logements (CALEOL) mise en place par chaque bailleur social. Les bailleurs sociaux doivent organiser leur CALEOL pour être en mesure de prendre en compte les objectifs intercommunaux.

Afin de favoriser cette dimension intercommunale, sans modifier profondément, ni alourdir l'organisation des bailleurs, toujours dans le but de maintenir une bonne réactivité, les bailleurs inviteront au sein de leur CALEOL un représentant de la CA Provence Verte.

Il conviendra de s'assurer pour tous les partenaires et réservataires (communes, agglomération...), d'une bonne préparation des CALEOL, mais également de fournir aux CALEOL les données (issues du SNE) pour le suivi de la CIA. Enfin, une bonne circulation de l'information entre les partenaires devra être garantie.

L'intégration du système de cotation validé permettra d'uniformiser les critères de priorisation des demandes à l'échelle intercommunale, et de favoriser l'homogénéisation des CALEOL.



## Mesures pour favoriser l'atteinte des objectifs

### Porter une attention renforcée au repérage des ménages en amont des attributions

La CA Provence Verte va demander l'ouverture d'un accès au SNE pour connaître la demande de son territoire. Un accès en mode « consultation » pourra être fourni aux communes qui n'enregistrent pas les demandes, sous réserve de la présentation d'une convention de réservation signée. Les communes, par leur positionnement de proximité, ont une connaissance fine des situations et des ménages. Leur rôle dans le repérage des ménages en amont de la Commission d'Attribution des Logements (CALEOL) doit donc être conforté. Pour les aider dans le choix des candidats à proposer, les bailleurs sociaux s'engagent à les informer dans le détail des caractéristiques des logements libérés.

Ces informations devront comprendre des informations sur le logement (loyer, typologie et taille, adaptation, présence d'ascenseur, spécificité du logement...) afin de pouvoir positionner le candidat adapté et répondre plus facilement aux obligations réglementaires liées aux attributions.

Le passage en commission de coordination pourra être couplé avec la mise en œuvre d'une mesure d'accompagnement social. Pour ces ménages, il sera mis en place un travail d'accompagnement spécifiques en articulation avec les dispositifs existant et en lien avec les partenaires (FSL, CAPEX...) devra être mis en place au moment de l'attribution. Pour ces derniers, cet accompagnement devra être poursuivi dans la durée et des échanges d'information devront être prévus entre les acteurs sociaux. Les ménages ciblés pour un passage en commission métropolitaine de coordination doivent cumuler des difficultés économiques et / ou sociales engendrant des difficultés pour accéder à un logement adapté à leurs besoins, ou justifier d'une demande de logement social bloquée du fait d'un besoin spécifique de relogement et faisant appel à un partenariat élargi.

En premier lieu, pour être éligibles, les ménages devront remplir les conditions générales suivantes :

- Le ménage rempli les conditions générales d'attribution des logements sociaux définies à l'article R. 441-1 du CCH, être enregistré dans le Système National d'Enregistrement depuis et disposer d'un numéro d'enregistrement et d'une demande active ;
- Le ménage doit pouvoir fournir l'ensemble des documents nécessaires pour un passage en commission d'attribution de logement.

### Assurer une bonne circulation de l'information entre les partenaires (cf. Gestion partagée PPGDID)

La CA Provence Verte sera intégrée au circuit des échanges en rapport avec les CALEOL afin d'avoir une vision globale du dispositif.

Les bailleurs devront prévoir un bilan tous les semestres sur les objectifs afin de vérifier si l'attribution a bien été suivie d'une entrée effective dans le logement<sup>2</sup>.

La CA Provence Verte et ses partenaires s'engagent à mettre en œuvre les moyens nécessaires au renforcement de l'information et de la coopération autour des CALEOL.

<sup>2</sup> L'attribution suivie de baux signés est obligatoire pour les ménages du 1<sup>er</sup> quartile hors QPV, le suivi des autres demandeurs devra se faire sur toutes les attributions, suivies d'un bail signé ou non.



Convention Intercommunale d'Attribution – Communauté d'Agglomération de la Provence Verte

Ces moyens sont notamment les suivants :

- Information des CALEOL sur le ménage (position par rapport au quartile, situations prioritaires ou non)
- Diffusion systématique des ordres du jour et des procès-verbaux des CALEOL et partage du règlement intérieur,

## Observation et évaluation

Il s'agira de permettre à la CA Provence Verte de suivre :

- La répartition des attributions suivies de baux signés pour les objectifs d'accueil des ménages du premier quartile hors QPV,
- La répartition des attributions suivies de baux signés prononcées pour les objectifs d'accueil des ménages hors 1er quartile en QPV,
- La contribution de chacun des réservataires dans l'accueil des ménages prioritaires.
- L'évolution des catégories ayant une pression élevée de la demande.

### Mobiliser les sources statistiques pour alimenter les différentes instances

Afin de réaliser un bilan des attributions, l'Etat, les bailleurs et les réservataires s'engagent à permettre un suivi des caractéristiques des attributaires de manière semestrielle, pour permettre un suivi dans le cadre de la commission de coordination.

Un rendu annuel est partagé lors de la Conférence Intercommunale du Logement.

Les sources mobilisables pour ce suivi sont :

Le SNE :

- Volume et caractéristiques des demandeurs
- Volume et profils des attributions

Le Répertoire du Parc Locatif Social (RPLS) pourra également être mobilisé pour le bilan annuel de la CIA :

- Principales caractéristiques du parc social,
- Volume et caractéristiques des nouveaux logements livrés dans l'année,
- Volume et caractéristiques des logements du parc existant attribués dans l'année.

### Développer de nouvelles pistes d'actions

Les différentes instances partenariales de mise en œuvre de la Convention Intercommunale d'Attribution (CIA) pilotées et animées par la CA Provence Verte, à savoir la Conférence Intercommunale du Logement (CIL) et la commission de coordination seront des lieux d'échanges partenariaux permettant de définir de nouvelles actions selon un travail itératif.

Les groupes de travail constitués lors des travaux d'élaboration des documents CIA et PPGDID ont montré leur capacité à élaborer des propositions constructives.

Convention Intercommunale d'Attribution – Communauté d'Agglomération de la Provence Verte

## Actions à mettre en œuvre

Action	Modalité	Chef de file	Partenaires
Réaliser le suivi des attributions	Collecter les informations nécessaires tous les 3 mois et animer	CA PROVENCE VERTE	Etat/Bailleurs/Réservataires
Animer la commission de coordination	Animer la commission trois fois par an		Etat/Bailleurs/Réservataires
Réalisation d'un bilan annuel de la CIA (mise en œuvre, atteinte des objectifs, impacts sur le territoire, implication partenariale...)	Un bilan de la CIA sera réalisé annuellement et présenté en CIL		Etat/Bailleurs/Réservataires

L'ensemble des signataires s'engageant dans l'atteinte de ces objectifs. Le respect de ces engagements fait l'objet d'une évaluation annuelle présentée en CIL.

Objectifs				
	Part des attributions à des ménages prioritaires	Part des attributions hors QPV à des ménages aux ressources < au 1er quartile	Part des attributions en QPV à des ménages aux ressources > au 1er quartile	
<b>Total CA PROVENCE VERTE</b>	25%	25%	50%	
AR HLM PACA	25%	25%	-	
OPH VAR HABITAT	25%	25%	50%	
SA LOGIS FAMILIAL VAROIS	25%	25%	-	
Unicil Groupe Action Logement	25%	25%	50%	
<b>Bailleurs sociaux</b>	25%	25%	-	
SFHE Arcade	25%	25%	-	
Logirem	25%	25%	-	
SA ERILIA	25%	25%	-	
Le Logis Familial Varois	25%	25%	50%	
Toulon Habitat Méditerranée	25%	25%	50%	
État	100%			
<b>Réservataires</b>		Contribution à l'atteinte des 25% d'attributions hors QPV	Contribution à l'atteinte des 50% d'attributions en QPV	
Communes	25%			
CTM	25%			
Action Logement	25%			
Autres	25%			



Convention Intercommunale d'Attribution – Communauté d'Agglomération de la Provence Verte

## Durée de la Convention Intercommunale d'Attribution

---

La Convention Intercommunale d'Attributions est élaborée pour une durée de 6 ans.

Convention Intercommunale d'Attribution – Communauté d'Agglomération de la Provence Verte

## Signature de la Convention Intercommunale d'Attribution

Les représentants de chaque collège composant la Conférence Intercommunale du Logement, dûment autorisés, ont signé avec l'Etat et la Communauté d'Agglomération Provence Verte la présente convention.

Fait à , le

Le Préfet du Var,	Le Président du Conseil Départemental du Var,	Le Président de l'Agglomération Provence Verte,
-------------------	--	--

Les communes membres de la CIL :

Monsieur le Maire de Bras	Monsieur le Maire de Camps-la- Source	Monsieur le Maire de Carcès
Monsieur le Maire de La Celle	Monsieur le Maire Châteauvert	Madame le Maire de Correns
Monsieur le Maire de Cotignac	Monsieur le Maire d'Entrecasteaux	Monsieur le Maire de Forcalqueiret
Monsieur le Maire de Garéoult	Monsieur le Maire du Val	Monsieur le Maire de Méounes- lès-Montrieux
Monsieur le Maire de Montfort- sur-Argens	Monsieur le Maire de Nans-les- Pins	Monsieur le Maire de Néoules

Convention Intercommunale d'Attribution – Communauté d'Agglomération de la Provence Verte

Monsieur le Maire d'Ollières	Madame le Maire de Plan-d'Aups-Sainte-Baume	Monsieur le Maire de Pourcieux
Monsieur le Maire de Pourrières	Monsieur le Maire de Rocbaron	Monsieur le Maire de La Roquebrussanne
Monsieur le Maire de Rougiers	Monsieur le Maire de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume	Monsieur le Maire de Sainte-Anastasie-sur-Issole

Les bailleurs sociaux disposant de patrimoine dans la communauté d'agglomération

Action logement	AR HLM PACA	OPH VAR HABITAT
SA LOGIS FAMILIAL VAROIS	Unicil Groupe Action Logement	SFHE Arcade
Logirem	SA ERILIA	Toulon Habitat Méditerranée

Les Associations représentantes des usagers ou de défenses des personnes en situation d'exclusion :

Fondation Abbé Pierre	HANDITOIT PROVENCE	SIAO-115 Var association Comité Commun
ADIL du Var	Secours Catholique dans le Var	Petits frères des Pauvres
Provence Verte Solidarité	La Maison des initiatives sociales de Brignoles	